



Par: Parti Socialisme et Liberté (PSL) du Venezuela, section UIT-QIÂ

La situation ne peut plus durer. La crise politique et sociale est très grave. La faim, le manque de médicaments et la répression ne sont plus supportables. Les travailleurs et le peuple veulent que Maduro et son régime civilo-militaire doivent partir. C'est pourquoi les protestations et la lutte populaire ont pris une grande ampleur.

Le 23 janvier, une gigantesque mobilisation a eu lieu à Caracas, avec une participation très importante des travailleurs et des habitants des secteurs populaires. Cette mobilisation massive s'est reproduite dans les principales villes du pays, où par milliers, le peuple vénézuélien s'est manifesté contre le gouvernement de Nicolás Maduro qui a affamé le peuple.

Dans les jours qui ont précédé le 23 janvier et le même jour, des milliers de personnes des communautés populaires de Caracas et d'autres villes du pays sont descendues dans la rue pour protester contre le gouvernement en érigeant des barricades et des barrages routiers.

Les partis patronaux regroupés à l'Assemblée nationale (AN) ont appelé à cette mobilisation pour promouvoir l'intervention militaire et de Trump. L'AN et son président Juan Guaidó, subordonné à l'impérialisme et avec le soutien total des gouvernements patronaux du Groupe de Lima, ont l'intention de diviser les Forces armées dans le but de favoriser un coup d'État.

La loi d'amnistie pour les civils et les militaires vise à fournir des garanties, une sorte de sauf-conduite aux violateurs des droits de l'homme, aux répresseurs et aux corrompus qui gouvernent, pour qu'ils abandonnent Maduro. Notre parti rejette vigoureusement cette loi d'amnistie, qui ne servirait qu'à pardonner aux militaires et les bolibourgeois qui se sont enrichis

au prix de la faim du peuple.

La tentative de coup d'État des partis de l'AN fait partie des flagrants plans d'intervention de l'impérialisme américain, ainsi que des gouvernements ultra-réactionnaires de la région, tels que Bolsonaro au Brésil, Macri en Argentine et Duque en Colombie, qui appliquent des programmes d'ajustement et sont répudiés par leurs peuples respectifs.

Le Parti Socialisme et Liberté (PSL) croit que les protestations qui se sont développées ces derniers jours reflètent l'écoeurement des travailleurs face à un gouvernement qui nous affamé à mort. Le peuple vénézuélien en a assez ! Maduro doit partir, mais avec la mobilisation des travailleurs, des jeunes et du peuple. Ni Trump, ni les militaires, ni Guaidó et les partis des patrons de l'AN, ne peuvent intervenir dans la décision du peuple vénézuélien de mettre fin au faux gouvernement socialiste de Maduro.

Notre parti, en plus de rejeter catégoriquement l'ingérence du gouvernement ultraconservateur de Donald Trump, rejette également l'intervention des gouvernements de Russie, de Chine, de Turquie, entre autres, qui soutiennent politiquement Maduro, alors qu'ils mènent toutes sortes d'affaires juteuses au détriment de nos ressources.

Il est nécessaire que les communautés populaires continuent à intensifier la protestation dans les rues du pays. Il faut suivre l'exemple des jeunes de Catia, Cotiza, San Martín, Petare, El Valle, et d'autres régions populaires du pays, qui, du 21 au 23 janvier, sont allés protester contre le gouvernement de Maduro. Fatigués de mourir de faim, de n'avoir ni médicaments, ni moyens de transport. Ils en ont marre du manque de gaz, d'eau, d'électricité, entre autres services.

Le PSL mise pour que la mobilisation grandira et s'étendra dans tous les quartiers, communautés et urbanisations. Que les gens mobilisés débordent le gouvernement et les partis patronaux de l'AN. Que la rébellion populaire se répande. Que ce soit le peuple mobilisé qui chasse Maduro et dérouté l'ingérence impérialiste.

Nous luttons pour la pleine liberté de tous les prisonniers de protester et d'exprimer leur désaccord, y compris les travailleurs, les dirigeants syndicaux, les dirigeants politiques et les dirigeants des communautés populaires,. Nous sommes pour le plein exercice des libertés

démocratiques. Selon les organisations de défense des droits de l'homme, il y aurait déjà 791 personnes détenues et des milliers d'autres avec des mesures judiciaires. À la suite de la répression des manifestations de ces derniers jours, 27 personnes sont déjà mortes. Nous sommes pour la défense du droit de grève, contre la criminalisation de la protestation, la cessation des licenciements dans les entreprises d'État, et les menaces à ceux qui sortent pour se mobiliser.

Nous proposons que la sortie de cette terrible crise économique et sociale ne puisse pas venir des mains des militaires, ni de Trump, ni des partis de l'Assemblée Nationale, qui sont les mêmes que ceux qui ont trahi la rébellion populaire de 2017. Nous appuyons que doivent être les travailleurs et les peuples, à travers leurs organisations authentiques, qui doivent gouverner et promouvoir un Plan économique populaire avec une augmentation des salaires égale au panier de base, un plan d'urgence pour l'importation de médicaments et de nourriture, la confiscation des biens des importateurs corrompus et frauduleux, que le pétrole soit 100 % propriété de l'État sans sociétés mixtes ou transnationales, le non-paiement des dettes extérieures et que toutes ces ressources soient utilisées pour le salaire, la pension, le logement, la santé, la formation, la reprise de PDVSA et des sociétés mixtes, pour promouvoir une réforme agraire pour que les paysans accèdent à la terre.

Parti Socialisme et Liberté (PSL) du Venezuela, section UIT-QI

28 janvier 2019